

**Extrait du registre des décisions de la Présidente**

**Décision n°2024-31**

**Objet : Adoption d'un accord cadre portant préfiguration du contrat de ville Carpentras-CoVe « Engagements quartiers 2030 »**

**La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de politique de la ville,

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente,

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, notamment son article 5,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains,

Vu les conclusions du comité interministériel des villes du 27 octobre 2023,

Vu l'instruction du 4 janvier 2024 relative à la gouvernance des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 »,

Vu la délibération n° 2024\_CM0904\_29 du conseil municipal de la ville de Carpentras en date du 9 avril 2024,

Considérant le projet d'accord cadre portant préfiguration du contrat de ville Carpentras-CoVe « Engagements quartiers 2030 »,

**Décide**

**Article 1 :** D'approuver le projet d'accord cadre portant préfiguration du contrat de ville Carpentras-CoVe « Engagements quartiers 2030 »

**Article 2 :** Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.



Fait à Carpentras, le 22 avril 2024  
Pour la présidente et par délégation,  
Le directeur général des services,

**Laurent Marteau**

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **quartiers2030**

# **Engagements Quartiers 2030 Accord cadre portant préfiguration du contrat de ville « Carpentras-CoVe »**

Il est convenu entre,

- Le préfet de Vaucluse, Monsieur Thierry SUQUET,
- La Ville de Carpentras, représentée par son maire, Monsieur Serge ANDRIEU, ci-après dénommée la ville
- La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, représentée par sa présidente, Madame Jacqueline BOUYAC, ci-après dénommée la CoVe

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, notamment son article 5,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains,

Vu les conclusions du comité interministériel des villes du 27 octobre 2023,

Vu l'instruction du 4 janvier 2024 relative à la gouvernance des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 »

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Carpentras du 9 avril 2024

Vu la décision n°2024-31 de la Présidente de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 22 avril 2024

### **Préambule**

Conformément au décret modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville, les quartiers « Amandiers - Éléphant », « Centre-ville », Pous-du-Plan, « Quintine - Villemarie - Bois de l'Ubac - Le Parc » identifiés sur la commune de Carpentras feront l'objet de la signature d'un contrat de ville.

Le présent accord cadre est établi entre la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin et la ville de Carpentras, porteurs du projet, et le préfet de Vaucluse, en préfiguration du contrat de ville, à finaliser conformément à la loi de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 et à la circulaire du 31 août 2023.

Le présent protocole fixe les engagements réciproques entre les partenaires signataires et porte autorisation d'engager les opérations identifiées à l'article 6.

A l'expiration du délai de l'article 9, les engagements du présent accord cadre sont repris dans le contrat de ville.

## **Article 1 : Cadre d'intervention**

Le contrat de ville, dit « Engagements Quartiers 2030 », succédera à la précédente contractualisation et constituera le cadre d'action d'une politique de la ville profondément renouvelée.

Politique de cohésion urbaine et de solidarité nationale et locale envers les quartiers qui présentent de fortes concentrations de personnes défavorisées, la politique de la ville, en tenant compte de la diversité des territoires et de leurs ressources, vise à répondre à un triple objectif:

- simplifier et accélérer l'action publique, pour produire des résultats tangibles et mesurables pour les habitants,
- assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants, parmi lesquelles la tranquillité publique, l'écologie du quotidien et l'accès à tous les services publics, que ce soit l'offre éducative, périscolaire et extra-scolaire, sportive, culturelle ou sociale...,
- optimiser la mobilisation des acteurs publics et privés tout en rendant plus lisibles leurs interventions.

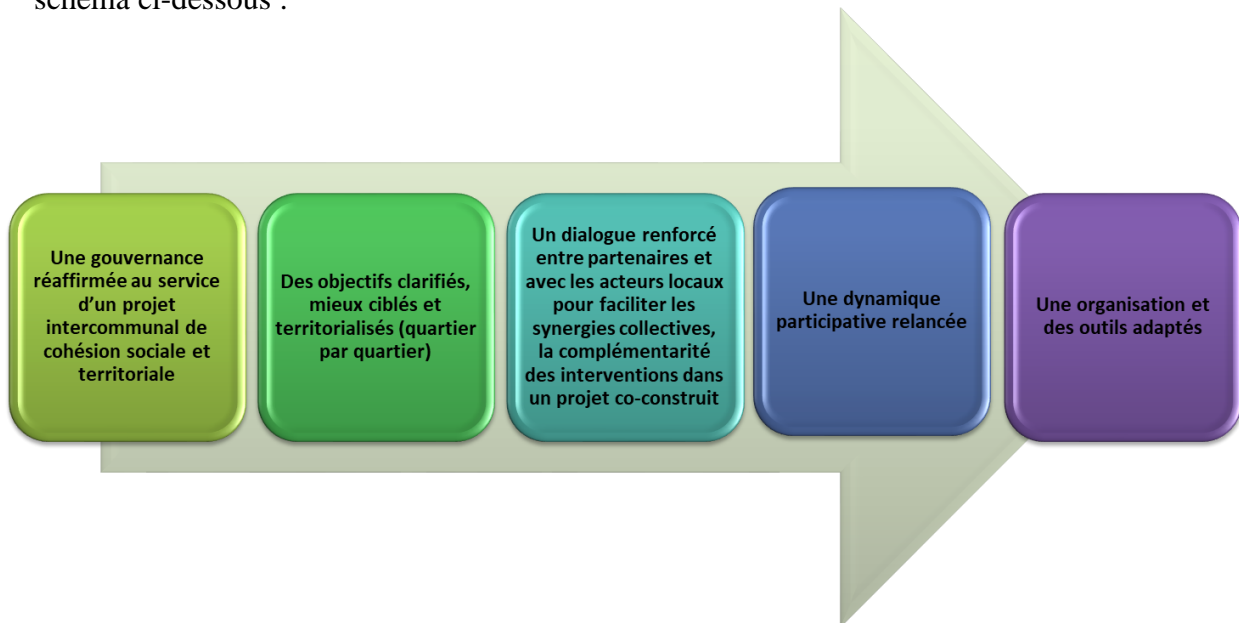
Cette forte ambition se développe à travers :

- une géographie prioritaire actualisée pour s'adapter au mieux aux réalités du terrain;
- une contractualisation recentrée sur les enjeux locaux les plus prégnants, identifiés en lien avec les habitants des quartiers;
- une mobilisation renforcée et élargie à tous les partenaires concernés ;
- une stratégie d'intervention articulée avec les politiques publiques, les acteurs et les leviers à mobiliser incluant l'ensemble des partenaires publics et privés pour renforcer la coordination des interventions, dans une logique de parcours ;
- un renforcement des synergies entre la politique de la ville, la politique de lutte contre la pauvreté et les politiques de développement économique, d'accès et de retour à l'emploi en particulier dans le cadre de la déclinaison territoriale de France Travail, du pacte des solidarités et de la transition écologique;
- une participation des habitants à la co-construction du contrat et à son pilotage.

Le contrat de ville comportera donc des enjeux transversaux aux différents quartiers incluant les modalités de participation des habitants et des enjeux spécifiques à chaque quartier issues d'une vision partagée du devenir de ces quartiers et des changements nécessaires pour y aboutir.

## Article 2 : Le processus d'élaboration du contrat de ville

Le contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » s'inspire des enjeux identifiés lors de l'évaluation intermédiaire et de l'évaluation finale du contrat de ville, synthétisés dans le schéma ci-dessous :



Les principes méthodologiques retenus pour son élaboration sont les suivants :

- **un copilotage ville/Cove** de la démarche d'élaboration, préfigurant le copilotage stratégique du contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » et des projets de quartier ;
- **la coconstruction** avec l'ensemble des contributeurs à la politique de la ville, élus, partenaires, services, associations et habitants ;
- **la territorialisation** : outre les enjeux transversaux à l'ensemble des quartiers, il s'agira d'identifier les enjeux spécifiques à chacun d'entre eux, de les traduire en projets de quartier et de les décliner en feuilles de route qui constitueront des guides pour les acteurs du territoire.

La démarche d'élaboration proposée vise donc à garantir :

- un projet partagé,
- une gouvernance redynamisée,
- des acteurs mobilisés dès le départ et mieux à même de contribuer aux changements attendus pour les quartiers,
- des habitants impliqués dans la définition et dans la mise en œuvre des changements destinés à améliorer leur vie quotidienne.

Le déploiement de cette démarche, engagée depuis fin 2022 pour le volet réforme de la gouvernance, se poursuivra jusqu'à l'été 2024 en prévision d'une signature en septembre 2024 selon le calendrier suivant :





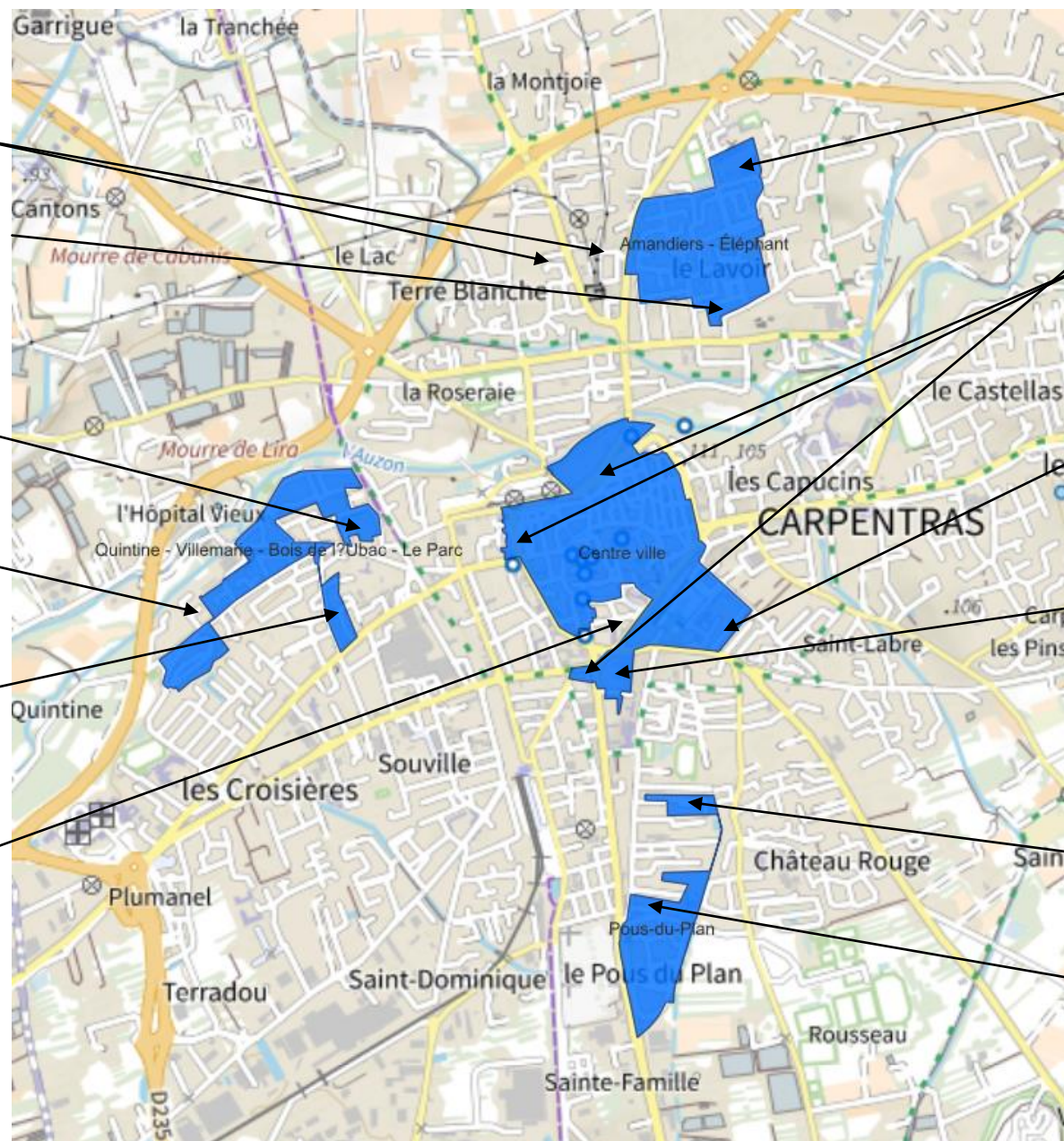
Envoyé en préfecture le 26/04/2024

Reçu en préfecture le 26/04/2024

Publié le 26/04/2024



ID : 084-248400053-20240422-D2024\_31-AU



Intégration du collège  
Raspail (REP – chef de  
file cité éducative)

Sortie de la résidence des Terres  
blanches (propriété Grand Delta  
Habitat) et d'une zone  
pavillonnaire

Intégration d'une petite copropriété

Intégration d'un équipement de  
proximité (ALSH et parc public) et de  
l'école primaire de la Quintine

sortie d'une zone pavillonnaire

Intégration des résidences Chabrier  
(propriété de Grand Delta Habitat)  
et Quintine (propriété de la Ville)

sortie de la pointe sud est de l'intra-  
muros

intégration de quelques  
faubourgs (secteurs  
Notre dame de santé et  
Pyramide + bout avenue  
Clémenceau face Hôtel  
Dieu)

intégration de la copropriété  
dégradée de la cité verte

Intégration de la médiathèque-  
musée Inguimbertaine

intégration de la copropriété  
dégradée du Zola

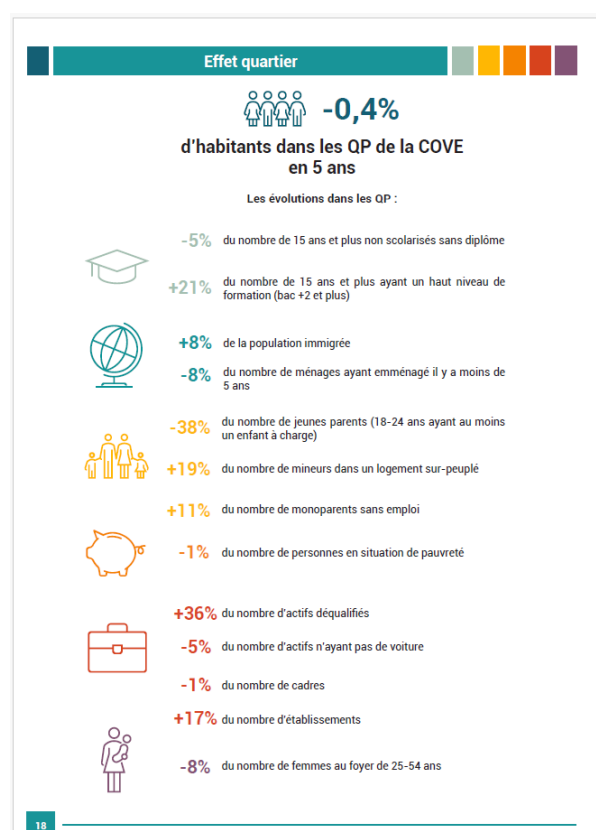
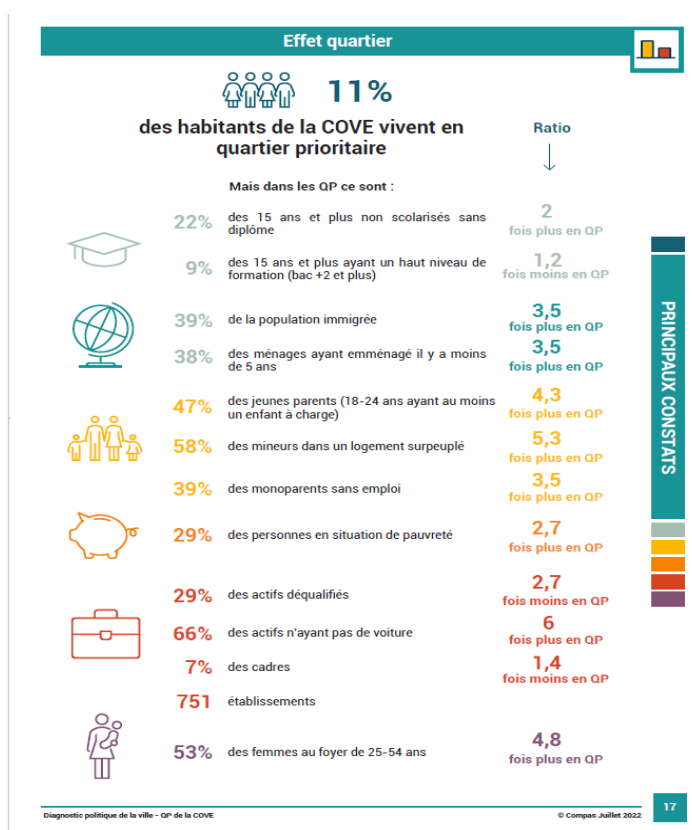
intégration d'une petite copropriété  
dégradée

## Article 4 : Premiers éléments de diagnostic et d'enjeux

### 4.1 - Photographie des quartiers prioritaires

Le Compas a réalisé en juillet 2022 une étude sur les quartiers prioritaires du territoire de la Cove. Même si elle concerne l'ancienne géographie prioritaire et qu'il conviendra de l'actualiser, cette étude met en évidence les écarts entre les quartiers prioritaires et le territoire intercommunal.

Les synthèses ci-dessous présentent les principaux indicateurs de décrochage des quartiers et les dynamiques à l'œuvre.



### 4.2 - Synthèse des premiers éléments de diagnostic par quartier

Ces premiers éléments ont fait l'objet d'un travail entre les partenaires membres du comité technique du contrat de ville.

Ils devront être enrichis d'éléments de connaissance des périmètres intégrés dans la nouvelle géographie prioritaire et confrontés à l'expertise des habitants et des acteurs de terrain en vue de la production des feuilles de route par quartier.

Centre-ville	Amandiers	Pous du Plan	Villemarie - Quintine
<p><b>Caractéristiques de la population :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une mobilité résidentielle forte avec 55% de nouveaux entrants en 5 ans</li> <li>- Plus de personnes seules et diplômées et en emploi que dans les autres QP</li> </ul> <p><b>Caractéristiques du territoire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un habitat privé, parfois dégradé</li> <li>- Une présence de services</li> </ul> <p><b>Des enjeux pour demain :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mieux intégrer les enjeux de cohésion sociale dans les diverses politiques de renforcement de l'attractivité du centre-ville, articulant les dimensions urbaines, économiques et sociales (une équipe projet sous pilotage municipal ?)</li> <li>- Renforcer l'animation, la création de lieux de rencontres accueillants et sécurisés</li> <li>- Faciliter la connaissance et l'accès aux différents services</li> </ul>	<p><b>Caractéristiques de la population :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prégnance de l'immigration</li> <li>- Une tendance au renforcement des structures familiales</li> <li>- Un indice de jeunesse élevé (1.8) et un indice de vulnérabilité des mineurs élevé (52%)</li> <li>- Précarité de l'emploi (41% des salariés)</li> </ul> <p><b>Caractéristiques du territoire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un quartier en archipel avec des espaces peu lisibles</li> <li>- Présence d'une offre de services continue de l'enfance aux seniors</li> <li>- Une information qui circule mieux que dans les autres QP</li> </ul> <p><b>Des enjeux pour demain :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réussite éducative et soutien aux familles</li> <li>- Concevoir la restructuration de la trame urbaine ; besoin de prendre en compte chaque sous espaces et d'anticiper la libération du foncier pour une occupation positive ; déployer la GUSP</li> <li>- Développer des équipements collectifs extérieurs en accès libres</li> </ul>	<p><b>Caractéristiques de la population :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prégnance forte de l'immigration</li> <li>- Une tendance au renforcement de l'isolement résidentiel</li> <li>- Faible mobilité résidentielle</li> <li>- Grande précarité avec un taux de pauvreté élevé, plus fort que dans les autres QP (73%)</li> <li>- Forte précarité de l'emploi : le plus faible taux d'activité des femmes au sein des QP (28%) et plus faible activité des hommes que dans les autres QP (61%)</li> <li>- Un fort sentiment de relégation et d'abandon</li> </ul> <p><b>Caractéristiques du territoire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un quartier enclavé et avec des problèmes d'accès</li> <li>- Une opération de réhabilitation réalisée mais des pbs sur les finitions (certains logements et pieds d'immeubles) et sans traitement des espaces extérieurs</li> <li>- Présence d'une vacance locative, pas attractif</li> <li>- Un centre social actif</li> </ul> <p><b>Des enjeux pour demain :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réinvestir le quartier, faciliter l'installation de nouveaux acteurs sociaux ; imaginer la présence des autorités publiques</li> <li>- Renforcer la qualité urbaine et l'attractivité du quartier (aménagement extérieurs ; logements ; vacance des logements) en lien avec la sécurité</li> <li>- Agir pour l'emploi en prenant davantage en compte les femmes</li> <li>- Mieux connaître les familles et l'accès aux services / accompagner les parents dans le recours aux services qui seront proposés au sein de la Maison de la Famille</li> </ul>	<p><b>Caractéristiques de la population :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une tendance au renforcement des structures familiales</li> <li>- Un quartier assez mixte avec une certaine mobilité résidentielle (33% de nouveaux entrants en 5 ans)</li> <li>- Un indice de jeunesse élevé (1.8) mais un plus faible taux de vulnérabilité des mineurs (29%) / aux QP</li> <li>- Un taux d'emploi plus élevé que dans les autres QP (49%)</li> </ul> <p><b>Caractéristiques du territoire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Quartier avec une mixité de l'habitat</li> <li>- Une clarification foncière a été réalisée facilitant l'intervention publique</li> <li>- Présence d'une copropriété dégradée (Ubac)</li> <li>- Un centre social très actif</li> </ul> <p><b>Des enjeux pour demain :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Relier le centre social à d'autres opérateurs pour élargir le cercle d'intervenants</li> <li>- Profiter du renouvellement du projet social du centre social pour travailler une feuille de route opérationnelle pour le futur contrat de ville</li> <li>- Penser le traitement de la copropriété dégradée</li> </ul>

## Premiers enjeux transversaux aux différents quartiers

- **stratégie d'intervention diversifiée par quartier** en fonction des spécificités des QPV et reposant sur une **logique d'équipe projet élargie**
- **renforcement de l'attractivité des quartiers** par le développement de services de qualité susceptibles d'attirer l'ensemble des habitants de la ville voire au-delà
- **développement de la prévention et de la lutte contre les trafics de stupéfiants** (chantiers éducatifs ; médiation sociale urbaine ; occupation positive des espaces publics ; retours des services et des interventions au sein des quartiers; etc.)
- **renforcement des liens de proximité**, de la stratégie "d'aller vers« et de relation aux acteurs de proximité en approche **d'intelligence collective**
- **accompagnement vers l'emploi**, en particulier emploi des femmes
- **éducation** en lien notamment avec le déploiement de la cité éducative et **soutien aux familles**

## Article 5 : La participation des habitants

Le porteur de projet et les partenaires concernés s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de participation nécessaires à la préparation du contrat de ville.

La volonté politique d'une participation des habitants pour la préparation du contrat de ville garantit la prise en compte de la demande d'accompagnement social sur la commune. Elle exprime la nécessité de préserver l'identité et l'histoire des quartiers auxquels les habitants sont fortement attachés et pour lesquels ils possèdent une expertise d'usage.



Des tables de concertation par quartier sont programmées en mars et avril 2024 afin d'associer les habitants aux propositions de transformations et de prise en charge, mais également pour confronter leurs attentes à celles des autres partenaires du projet. Il s'agit ici d'éviter les incompréhensions, d'enrichir le contenu du projet et d'impliquer les habitants dans la construction d'une vision partagée du devenir de leur quartier et dans les changements nécessaires pour y parvenir.

Afin de garantir la participation des habitants sur la durée du contrat, le contrat de ville devra définir, dans un volet dédié, le cadre formel de la participation en s'appuyant sur l'ensemble des formats de participation pré-existants (collectifs cadre de vie, Fonds de Soutien aux Initiatives d'Habitants, budget participatif de la commune, etc.) mais également en proposant des nouveaux modes de coconstruction avec les habitants (ateliers des possibles, etc.).

### **Article 6 : Les actions financées au titre de l'accord cadre**

Certaines actions peuvent être financées dans le cadre du présent accord cadre, en raison de leur état d'avancement, de leur pertinence au regard des besoins connus des quartiers prioritaires et de la nécessité d'assurer une continuité de service en direction des habitants. Leur réalisation immédiate n'est pas susceptible de remettre en cause le projet global qui ne sera finalisé qu'à l'été 2024.

Le démarrage des actions doit intervenir au plus tard dans les 3 mois à partir de la signature du présent protocole.

Les opérations financées au titre du protocole font partie intégrante du contrat de ville et constituent une programmation de transition entre les deux contrats.

### **Article 7 : Les financements du BOP 147 au titre de l'accord cadre**

Dans le cadre du présent accord cadre, l'État s'engage à apporter au maître d'ouvrage les subventions correspondant aux opérations mentionnées dans le tableau de programmation joint en annexe.

Le financement de l'État se fait dans le respect du cadre d'intervention de la politique de la ville, ainsi que des textes législatifs et réglementaires qui le régissent.

Les signataires du présent protocole s'engagent, quant à eux, sur le plan de financement au tableau financier joint en annexe.

### **Article 8 : Animation de l'accord cadre de préfiguration du contrat de ville**

L'État, la communauté d'agglomération et la commune s'engagent chacun pour ce qui le concerne, à désigner un technicien référent chargé de piloter sur le plan opérationnel la démarche d'élaboration du contrat de ville et de suivre ses différentes étapes.

Les techniciens référents sont chargés, sous la responsabilité du chef de projet contrat de ville, de l'animation d'une équipe projet composée de représentants des principaux partenaires du contrat et en charge de la préparation des décisions du comité de pilotage.

Pour mener à bien cette mission, les techniciens référents ont la possibilité, dans le cadre d'une démarche concertée :

- de créer des groupes de travail territoriaux ou thématiques,
- d'organiser des réunions avec les habitants.

## Article 9 : La finalisation du contrat de ville

Le porteur de projet s'engage à transmettre au Préfet de Vaucluse un dossier complet portant sur le projet global, contenant tous les éléments permettant la finalisation du contrat de ville, dans la perspective d'une présentation au comité de pilotage.

L'objectif est la signature du contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » au plus tard le 30 septembre 2024, date d'échéance de l'accord cadre de préfiguration.

Le Préfet  
De Vaucluse

La Présidente  
de la communauté  
d'agglomération Ventoux  
Comtat Venaissin

Le Maire  
de Carpentras

Thierry SUQUET

Jacqueline BOUYAC

Serge ANDRIEU